

SYNOPSIS



Le soutien à l'opposition syrienne entre activisme et attentisme

Si le conflit syrien révèle l'aspiration forte des populations du Proche-Orient à davantage de libertés, il s'explique également par les nouveaux enjeux énergétiques de la Méditerranée Orientale. Ces facteurs expliquent l'implication, la prudence et parfois l'attentisme des grandes puissances. Certes, les Etats-Unis forment avec Israël, l'Arabie Saoudite, la Turquie et le Qatar le soutien le plus solide à l'armée syrienne libre. Toutefois, la vision de chacune de ces puissances diverge sur la question des droits de l'homme. Ceci d'autant plus qu'une frange de fondamentalistes sunnites tente de confisquer la révolution à son profit. Loin des clichés, le soutien à l'opposition syrienne signe ainsi le retour d'un jeu complexe où chaque acteur tâche de faire triompher ses propres intérêts au prix de l'instabilité régionale.

SYNOPSIS, une équipe d'experts civils et militaires au service de la défense

Alexandre Bréant,

Alexis Frentz,

Antoine Lajouanie,

Arnauld Hecquet,

Benjamin Charbaut,

Claire Donnat,

Clément Le Gouëllec,

Guillaume Lostis,

Gurvan L'Hostis,

Henri Amagat,

Hugues Lys,

Jean-Nicolas Roussel,

Morgane Della Valle,

Marie Douriez,

Nathan Milliot.

Thomas Flichy

Le soutien à l'opposition syrienne entre activisme et attentisme

A compter de décembre 2010, de nombreuses manifestations s'étendent à travers le monde arabe. Ce mouvement de protestation, appelé *Printemps arabe*, conduit à la chute de dictateurs comme Ben Ali en Tunisie ou encore Kadhafi en Lybie. Les troubles entraînent dans leur sillage la guerre civile syrienne. En effet le 15 mars 2011 à Deraa, des jeunes collégiens syriens sont arrêtés par les forces de police pour avoir tagué des slogans révolutionnaires égyptiens. Des manifestations pacifiques se déroulent alors pour tenter d'obtenir leur libération. Les revendications des protestataires s'étendent à des sujets tels que le népotisme, la corruption, le chômage, ou le désengagement de l'Etat-providence. Elles se propagent progressivement à toutes les grandes villes syriennes et dégénèrent peu à peu en une révolution armée. Celle-ci cherche à faire tomber le régime autoritaire mis en place par Hafez El-Assad et perpétué par son fils Bachar El-Assad. Au delà de ses péripéties militaires, le conflit syrien soulève inévitablement la question suivante : comment expliquer la prolongation de la guerre civile malgré les appels pressants de la communauté internationale à la fin des massacres ? Les tensions sensibles au sein de l'armée syrienne libre révèlent l'importance des tiraillements entre l'activisme qatari, saoudien et turc d'une part et l'attentisme israélien et américain de l'autre.

L'armée syrienne libre, force irrégulière au cœur de la guerre syrienne.

L'Armée Syrienne Libre constitue le principal groupe armé d'opposition au régime de Bachar el-Assad. Sa création a été officialisée le 29 juillet 2011 par la publication en ligne d'une vidéo montrant des déserteurs de l'armée syrienne et appelant tous les soldats syriens à les rejoindre. Le mouvement prend de l'ampleur le 23 septembre lorsque l'Armée Syrienne Libre fusionne avec le Mouvement des Officiers Libres, autre groupe armé d'opposition. Elle devient alors le principal groupe d'opposition. D'après les estimations, l'Armée Syrienne Libre comptait près de 40 000 hommes en juillet 2012, mais ces chiffres varient énormément selon les sources. Par exemple, dans une interview à la radio *The Voice of Russia*, le Colonel Riyad Al-Assad affirme que son armée compte plus de 100 000 hommes. L'origine des hommes qui la composent est aussi assez floue. Une grande partie des effectifs est constituée par des soldats ayant déserté l'armée régulière, mais elle comprend aussi des combattants venant des pays voisins, et une part grandissante de groupes islamistes. Ces groupes sont mal vus par le commandement de l'Armée Syrienne Libre et par certains pays puisqu'on leur reproche de vouloir instaurer un régime islamiste à la chute de Bachar el-Assad. Afin d'organiser ses opérations en toute liberté, l'Armée

Syrienne Libre installe dans un premier temps son centre de commandement en Turquie, dans les environs d'Hatay. Le commandement est ensuite rapatrié en Syrie le 22 septembre 2012, dans le gouvernorat d'Idlib. Selon le colonel Al-Assad, le but de cette armée n'est pas de déclencher une guerre civile, mais de prendre pour cible toute force s'attaquant à des civils. C'est d'ailleurs parce qu'ils refusaient de tirer sur les foules de manifestants que la plupart des membres de l'Armée Syrienne Libre provenant de l'armée régulière ont décidé de faire défection.

L'Armée Syrienne Libre a recours à une stratégie de guérilla qui lui permet de réaliser quelques coups d'éclat mais pas de prendre durablement le contrôle d'une zone. La grande mobilité de son armée lui permet de revendiquer de nombreuses zones rurales. Une bonne partie du territoire frontalier de la Turquie est d'ailleurs sous son contrôle. De même, en ville, elle parvient à revendiquer certains quartiers en concentrant ses feux dans l'espace et le temps : en se camouflant parmi les civils, les rebelles peuvent aisément surprendre l'armée gouvernementale. Mais elle finit toujours par se faire repousser par l'armée régulière : on constate qu'à chaque fois que l'Armée Syrienne Libre se proclame maîtresse d'un territoire, elle le perd quelques semaines plus tard. Ceci est dû à la faiblesse de ses moyens, les rebelles n'étant pas en mesure de tenir solidement des zones face aux chars et aux avions de Bachar El-Assad. En réalité, son action est proche du style *hit and run* initié par les commandos britanniques pendant la Seconde guerre mondiale. L'armée syrienne, bien que puissante, n'est pas assez étendue pour contrôler l'ensemble du territoire. Elle ne peut qu'organiser des coups d'éclat, des opérations coup de poing lors desquelles elle profite d'un éloignement de l'armée régulière pour prendre d'assaut de petites zones stratégiques ou pour affaiblir le gouvernement avant de se projeter ailleurs. On peut illustrer cette stratégie par la bataille d'Idlib. Proche de la frontière turque, cette ville est aisée d'accès pour les rebelles arrivant du Nord et relativement reculée. Après trois mois de guérilla, l'Armée Syrienne Libre peut graduellement prendre possession de la ville. Cependant, le 10 mars, l'armée loyaliste est en place pour lancer l'assaut sur la ville : une colonne comportant 42 chars et 131 véhicules de transport de troupe marche sur la ville en trois jours. On voit ici que si les combats isolés provoqués par l'Armée Syrienne Libre peuvent jouer en sa faveur, celle-ci n'est pas en mesure de tenir une position face au gouvernement. En revanche, cette brève prise de la ville est une occasion pour les guérilleros d'être cités dans les médias du monde entier, drainant ainsi la confiance et le financement des puissances régionales. Condamnés à profiter des temps de latence de l'armée loyaliste pour effectuer des prises temporaires, les rebelles ne sont pas en mesure de renverser le gouvernement mais seulement de l'affaiblir.

La composition et les méthodes de l'Armée Syrienne Libre rendent son accès au pouvoir menaçant pour l'exercice de la liberté religieuse. En effet, les rebelles sont critiqués par les défenseurs des droits de l'homme : des accusations d'enrôlement d'enfants soldats, de tortures et d'assassinats, et plus généralement de crimes de guerre apparaissent de façon récurrente dans la presse occidentale. On peut aussi les accuser de falsifier l'information. L'Observatoire syrien des droits de l'homme, source essentielle des chiffres de guerre pour les journalistes, n'est en réalité que l'œuvre d'un seul homme, syrien et sunnite. Mais le risque majeur que représente l'Armée Syrienne Libre est idéologique. Ses rangs sont de plus en plus composés de djihadistes aux revendications anti-démocratiques qui ne veulent

prendre le pouvoir que pour imposer la charia. Ces hommes viennent des pays voisins et ne se battent en aucun cas pour le peuple syrien, leur absolutisme religieux les porte à user de méthodes excessivement violentes : le 8 septembre 2012, à Alep, des rebelles font prisonniers une vingtaine de soldats loyalistes. Vêtus de treillis, menottés, bâillonnés et yeux bandés, ces hommes sont sommairement exécutés sur la chaussée sous la caméra d'un des rebelles. Le manque de centralisation du commandement ne permet pas de contrôler l'action nuisible des groupes extrémistes introduits au sein de l'Armée Syrienne Libre, et la puissance du financement djihadiste lui donne une voix trop importante pour que le renversement du pouvoir soit démocratique. Vraisemblablement, l'Armée Syrienne Libre cherche à maintenir voire amplifier le chaos régnant en Syrie afin de renverser le régime.

Arabie Saoudite, Qatar et Turquie, entre intérêts énergétiques et conquête religieuse

L'Arabie Saoudite comme le Qatar, sont deux pétromonarchies étroitement liées aux Etats-Unis. Dotée d'un territoire vaste, désertique et peu peuplé, l'Arabie Saoudite ne doit son influence actuelle qu'à la présence d'importantes ressources pétrolières dans son sous-sol. Le pays n'est auto-suffisant qu'en matière d'hydrocarbures et, depuis les années 90, en cultures céréalières. Cette faiblesse économique force l'Arabie Saoudite à se développer sous la protection de grandes puissances occidentales, notamment des Etats-Unis. L'Arabie Saoudite ne dispose que d'un poids modéré au niveau régional, en raison notamment d'une démographie trop restreinte. Le pays a développé une « diplomatie du chéquier », consistant à user de ses richesses pour s'attirer les faveurs d'autres pays, ou pour se prémunir contre les menaces de ceux-ci. L'Arabie Saoudite tente aujourd'hui d'obtenir un rôle de médiateur dans le monde arabe. La présence dans la région de nations potentiellement hostiles a longtemps conduit l'Arabie Saoudite à se placer sous la protection militaire des Etats-Unis. Jusqu'en 2007, des troupes américaines étaient constamment basées sur le territoire saoudien. Petit pays de la péninsule arabique et producteur de pétrole, le Qatar possède de son côté le plus gros PIB par habitant de la planète. Le pays occupe la troisième place en termes de ressources en gaz naturel, et voit le pétrole contribuer à ses revenus à hauteur des deux tiers. Le Qatar est entièrement indépendant du Royaume-Uni depuis 1971. En 1992, ce pays noue des liens militaires avec les USA, lui fournissant un lieu pour implanter un quartier général aérien (160 F16 sont présents sur place) : en 2002, un accord de coopération de défense est passé afin d'autoriser aux Américains l'utilisation de la base aérienne d'Al-Eideïd. Cette base a constitué un site de lancement de première importance au cours de la guerre en Irak de 2003. Les liens de l'Arabie Saoudite et du Qatar avec l'Occident expliquent la proximité de leurs politiques étrangères.

Pour l'Arabie Saoudite et le Qatar, l'Iran représente une véritable menace. L'Arabie Saoudite craint particulièrement l'Iran. Lors d'un pèlerinage à La Mecque, des affrontements opposant les forces de l'ordre saoudiennes à des pèlerins iraniens avaient fait 400 morts. La réaction iranienne avait été immédiate et d'importantes tensions apparurent, aboutissant à une rupture des relations diplomatiques le 26 avril 1988. Des liens furent renoués le 20 mars 1991, en réponse à la neutralité iranienne au cours de la Guerre du Golfe, toutefois, la méfiance demeure. La crainte saoudienne

envers l'Iran s'explique par le fait que ce pays occupe une position géographique stratégique, contrôlant le Nord-est du Golfe Persique et le détroit d'Ormuz. L'Iran possède une population d'environ 80 millions d'habitants, en majorité chiites, et constitue un rival d'importance au sein de l'OPEP. De son côté, le Qatar est un membre influent de la Ligue Arabe depuis 1971, date de son indépendance du Royaume-Uni. Malgré des tensions récurrentes, le Qatar s'efforce de maintenir des liens cordiaux avec l'Iran, favorisant le dialogue, notamment sur la question du programme nucléaire.

L'Arabie Saoudite et le Qatar œuvrent, dans le cadre de leur appartenance à la Ligue Arabe et à l'ONU, à la condamnation des exactions commises par le régime syrien et la prise de sanctions à son encontre. Début novembre 2012, le Qatar accueille à Doha un sommet entre les différents acteurs de la rébellion, sommet qui aboutit le 11 novembre à la signature d'un accord, visant la création d'une vraie coalition chez les insurgés. Les rebelles souhaitent notamment par cette action l'établissement d'une autorité reconnue diplomatiquement, le Conseil National Syrien étant souvent jugé trop peu représentatif. Le Qatar est ouvertement favorable à une intervention militaire en Syrie, et les deux pays ont officialisé dans le courant de l'année 2012 leur soutien financier aux groupes rebelles, mais cette contribution est sujette à soupçons. En effet, ce soutien financier semble servir les intérêts du Qatar et de l'Arabie Saoudite. Dans le cadre de l'opposition idéologique avec le régime syrien issu de la mouvance alaouite, les deux pays sont très proches des combattants sunnites. Les financements sont principalement destinés aux Salafistes pour les investisseurs saoudiens, et aux groupes affiliés aux Frères Musulmans. Si une salle des opérations a été créée à Adana, en Turquie et à proximité de la frontière, pour superviser la distribution des armes aux rebelles, le rôle de cette structure est mis à mal par les investisseurs saoudiens et qataris, qui exercent des pressions afin que les armes soient prioritairement distribuées à leurs partisans respectifs, privant certains rebelles de ravitaillement. Cette rivalité est plus présente encore depuis que le Qatar a tenté de mettre en place des structures permettant une action unifiée de l'ASL. En réponse, l'Arabie Saoudite a constitué des conseils militaires locaux. La compétition entre les deux pays vient ainsi morceler les soutiens à la rébellion en Syrie.

Outre leurs liens étroits avec les pays occidentaux, des raisons géopolitiques expliquent l'engagement qatari et saoudien dans le conflit en Syrie. En premier lieu, le réseau d'oléoducs en provenance d'Iran et à destination de la mer Méditerranée, passe par la Syrie. En installant un régime qui leur est favorable, l'Arabie Saoudite et le Qatar ont la possibilité d'asseoir un peu plus leur domination au sein de l'OPEP, privant l'Iran, leur principal rival, de son accès à la Méditerranée. De plus, de nombreux gisements gaziers off-shore ont été découverts récemment au large de la Syrie. De par leur importance, leur exploitation constitue un enjeu majeur pour les leaders de l'exportation gazière que sont l'Arabie Saoudite et le Qatar. Enfin, le régime actuellement en place en Syrie est piloté par la minorité Alaouite. En finançant les rebelles sunnites, et plus particulièrement les Frères Musulmans et les Salafistes, Saoudiens et Qataris peuvent souhaiter l'installation à la tête de la Syrie d'un gouvernement sunnite, qui leur serait favorable. Le financement apporté aux groupes rebelles par le Qatar et l'Arabie Saoudite ferait du futur état syrien un allié de choix. L'Arabie Saoudite et le Qatar n'ont donc pas vraiment intérêt à ce que le

conflit en Syrie se résorbe rapidement. Le nombre grandissant de groupes djihadistes ou salafistes au sein de l'Armée Syrienne Libre en témoigne : 2000 combattants islamistes, mêlés aux troupes rebelles, gagnent progressivement en influence. À mesure que le conflit progresse, les islamistes, soupçonnés d'être financés par les Saoudiens et les Qataris, assoient de plus en plus leur influence.

Le soutien apporté par la Turquie à l'Armée Syrienne de Libération relève d'une stratégie d'influence discrète visant à reconquérir des marges méridionales ayant jadis fait partie de l'Empire Ottoman. La formation des troupes de l'ASL par des officiers turcs et l'hébergement de leur base principale à Hatay n'est qu'une réponse au soutien inconditionnel de Damas au PKK, parti indépendantiste kurde, reconnu comme menant des actions terroristes depuis 1984, ce malgré la tentative des accords d'Adana qui, officiellement, mettaient fin à ce soutien entre 1998 et 2011. Un autre contentieux entre les deux pays concerne le sandjak d'Alexandrette, zone syrienne rattachée à la Turquie en 1939 et dont les habitants sont certes turcs, mais anciens syriens, alaouites et donc favorables à El-Assad et étroitement surveillés par le gouvernement turc. Enfin, l'or bleu a également été au centre des tensions lorsque la Turquie a dévoilé un plan de centrales hydrauliques sur le Tigre et l'Euphrate. Une attaque syrienne contre la Turquie n'est pas envisageable, tant l'armée turque est supérieure en qualité comme en quantité. Il est cependant important de noter qu'en cas de renversement du régime de Bachar El-Assad, la plupart des sources de tensions ne disparaîtraient pas. Un renversement en faveur d'un pouvoir islamique sunnite serait en outre favorable aux intérêts énergétiques de la Turquie, pays située entre les zones de productions et de dispersion grâce à l'oléoduc reliant Bakou à Ceyhan. Si une intervention armée de la Turquie en Syrie reste très peu probable, même en cas de nouveau dérapage syrien, il paraît évident que l'armée turque continuera son rôle en sous-main de formation et d'équipement des rebelles. Si le conflit venait à s'éterniser, la Turquie pourrait proposer une partition du pays, avec une région alaouite au nord, une zone sunnite au sud et éventuellement un territoire kurde indépendant à l'image de ce qui se fait en Irak.

Attentisme israélien et hésitations américaines

Historiquement, les relations entre l'état d'Israël et la Syrie sont tendues. En effet, l'indépendance d'Israël en 1948 a été rejetée immédiatement par la Syrie qui fait toujours partie des états ayant juré de détruire Israël. C'est pourquoi les deux pays ont vécu trois conflits majeurs en 1948, 1967, 1973 et 1982 qui ont conduit à la conquête du plateau du Golan par Tsahal et à la mise en place d'une zone tampon entre les deux pays placée sous le contrôle de la FNUOD, force des nations unies. Cette zone fait l'objet de nombreuses polémiques concernant notamment le problème des Druzes, communauté religieuse vivant essentiellement au Sud de la Syrie et sur le plateau de Golan. Néanmoins la frontière n'est pas totalement hermétique puisque de nombreux Druzes du Golan font le choix d'étudier à Damas. L'absence de prise de position de cette communauté dans le conflit syrien explique en partie le caractère apaisé des relations entre la Syrie et Israël. Le régime de Bachar El-Assad semble néanmoins redouter une intervention israélienne sur son territoire. En effet, l'armée syrienne, malgré sa réputation dans la région et son

effectif, garde en mémoire l'épisode de la guerre du Kippour en 1973 où elle fut largement dépassée par une armée israélienne mieux organisée et équipée. A ce propos, le ministre des affaires étrangères israélien Avigdor Lieberman menaçait en 2010 la famille de Bachar El-Assad et la communauté qui l'entoure d'une possible destruction en cas de poursuite des demandes de récupération du plateau du Golan. Ainsi, les événements du 15 mai et du 5 juin 2011 sont marquants à plus d'un titre. Plusieurs centaines de manifestants palestiniens venant de Syrie ont forcé le passage frontalier pour pénétrer en territoire israélien, escaladant les barbelés et franchissant les champs de mines, conduisant à des dizaines de blessés et à au moins six morts. Le colonel Eshkol Shukron évoque une tentative d'infiltration de touristes syriens visant à détourner l'attention d'Israël et éviter son intervention en Syrie. Ces événements ont conduit à la mise en place par l'état d'Israël d'une barrière hermétique séparant les deux pays. Pourtant, la chute de Bachar El-Assad ne semble pas être dans les intérêts d'Israël. Si la Syrie, de par le financement qu'elle apporte au Hezbollah, conduit à de nombreuses attaques terroristes sur le territoire israélien, une modification brutale de la situation syrienne entraînerait une forme de chaos et probablement le transfert massif d'armes vers le Liban, ce que redoute Israël. Pour éviter ceci, Israël s'est engagée dans une fortification de sa frontière Nord avec en particulier la mutation du colonel Munir Hamar comme chef de la Brigade Hermon dans le Nord du pays. De plus, le chef d'état major de Tsahal, le lieutenant-général Benny Gantz a déclaré qu'Israël serait prêt à accueillir la communauté Alaouite en cas de chute du régime de Bachar El Assad afin d'éviter leur persécution. Il semble donc qu'Israël redoute l'installation d'un état islamiste si proche de ses frontières qui ne pourrait qu'augmenter son enclavement au Proche-Orient.

Si l'ennemi principal des Etats-Unis reste l'Iran et son programme nucléaire, la chute du régime Assad profiterait grandement à la politique américaine. En effet H. Clinton a déclaré vouloir détruire le lien politique et commercial entre la Syrie, l'Iran et le Hezbollah, dont le régime Assad est selon elle un des piliers. D'autre part, la montée du PKK au sein des postes clés de la Syrie menace la stratégie américaine. Ceci explique la position officielle de Washington qui continue d'appeler le président syrien à négocier un départ honorable et juge la victoire rebelle inéluctable. Que cette dernière déclaration soit fondée ou non, elle montre la volonté des Etats-Unis de voir le régime tomber. Pourtant, la politique de Washington reste essentiellement passive. Officiellement, la stratégie américaine consiste à « accélérer la fin des effusions de sang et la chute du régime Assad » et repose sur trois piliers : soutenir l'opposition, apporter une aide humanitaire (82 millions de dollars à ce jour) et élaborer un scénario de transition à la sortie du conflit. L'attentisme américain demeure pourtant flagrant. Le 11 août 2012, H. Clinton s'est rendue en Turquie afin de « coordonner les actions turques et américaines ». Washington laisse en réalité Istanbul lancer l'offensive sur la Syrie sans interférer. D'autre part, Les Etats-Unis ont demandé aux pays frontaliers de la Syrie, et notamment à l'Irak, d'intercepter tout avion en provenance de l'Iran susceptible de convoyer des armes ou des munitions. Un avion iranien à direction de Damas a d'ailleurs été forcé d'atterrir à Bagdad pour y être fouillé par les autorités irakiennes, qui n'y ont trouvé d'après l'AFP que du matériel humanitaire. Il semble donc que les Etats-Unis se contentent de suivre de loin l'évolution conflit Syrien.

En somme, les tensions palpables au sein de l'armée syrienne libre reflètent l'implication très inégale de ses soutiens : à l'activisme qatari, saoudien et turc s'oppose l'attentisme d'Israël, des Etats-Unis et de leurs alliés. En fin de compte, tous les acteurs reculent devant une intervention directe pour des raisons qui leurs sont propres : lassitude de l'opinion après les guerres d'Irak et d'Afghanistan aux Etats-Unis, risque d'embrasement de la région pour la Turquie, et insuffisance des moyens de projection pour l'Europe. Ceci explique au moins autant l'enlisement de la guerre civile syrienne que les soutiens apportés par l'Iran, la Russie et la Chine à Bachar El-Assad.

SYNOPSIS



Le point de vue développé dans cet article n'engage que ses auteurs et ne saurait être considéré comme une position officielle du Centre de Recherche des Ecoles de Coëtquidan, de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr ou bien de l'Ecole Polytechnique.